

DERNIER AVERTISSEMENT DU PENTAGONE AUX ALLIÉS

## L'allégeance ou l'exclusion économique



Paul Wolfowitz, le secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis, a rendu public, le 10 décembre, une liste des pays autorisés à participer à la reconstruction de l'Irak. Excluant notamment la France, l'Allemagne et la Russie, elle a été interprétée comme une rétorsion tardive à l'encontre des États qui se sont opposés à l'attaque de l'Irak. Mais cette position doit d'abord être analysée comme un avertissement à l'ensemble des États qui remettent en cause la domination des États-Unis et cherchent à constituer un pôle diplomatique et militaire indépendant de l'OTAN.

page 2

### Le Jerusalem Post tente d'effrayer les juifs de la diaspora

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Tout comme Arno

Klarsfeld hier, Daniel Pipes et Steward Weiss affirment dans le *Jerusalem Post* que les juifs ne sont plus en sécurité ailleurs qu'en Israël et les invitent à émigrer. L'examen attentif des éléments justifiant cette thèse montre qu'elle est insuffisamment étayée. Cette campagne semble être initiée par l'Agence juive pour recruter des candidats à la nationalité israélienne.

page 5

### REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ L'explosion d'une voiture piégée devant une mosquée sunnite à Bagdad fait resurgir les tensions avec la communauté chiite irakienne

■ L'Irak désigne des groupes terroristes étrangers comme les responsables des attentats anti-états-uniens

■ L'Iran et l'Irak poursuivent leur rapprochement diplomatique

■ Le Bahreïn se charge de représenter les intérêts irakiens auprès des États-Unis

■ Le Koweït signe un accord d'approvisionnement en eau avec l'Iran

■ Le roi Abdullah de Jordanie achève sa visite aux États-Unis

page 12



### PROPAGANDE : LA CARTE DU JOUR

« *Al Qaeda recrute en France* », révélait hier matin la une du *Parisien*. Pire encore : l'organisation terroriste formerait sur place ses nouveaux membres. Pour preuve, le quotidien présentait la carte de ses « sites d'entraînement en France ». L'ennemi est donc déjà dans la place. Cependant, cette information est dénuée de toute crédibilité, car si de tels sites existaient et que l'on pouvait les situer, ils auraient depuis longtemps fait l'objet d'opérations de police.

LE FIL DIPLOMATIQUE ■ Instructions et conclusions sur les marchés de reconstruction et d'aide en Irak Mémoire de Paul Wolfowitz

page 17

## Dernier avertissement du Pentagone aux alliés

# L'allégeance ou l'exclusion économique

**Paul Wolfowitz, le secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis, a rendu public, le 10 décembre, une liste des pays autorisés à participer à la reconstruction de l'Irak. Excluant notamment la France, l'Allemagne et la Russie, elle a été interprétée comme une rétorsion tardive à l'encontre des États qui se sont opposés à l'attaque de l'Irak. Mais cette position doit d'abord être analysée comme un avertissement à l'ensemble des États qui remettent en cause la domination des États-Unis et cherchent à constituer un pôle diplomatique et militaire indépendant de l'OTAN.**



Un mémorandum du secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, relatif aux contrats de reconstruction en Irak a été rendu public mercredi 10 décembre. Plusieurs parlementaires états-uniens l'ont interprété comme une exclusion des États qui se sont opposés diplomatiquement à l'action de la Coalition en Irak, notamment l'Allemagne, la France et la Russie. Cependant, une analyse plus précise du document montre qu'il n'en est rien : loin de sanctionner un comportement passé, les instructions de Paul Wolfowitz illustrent le divorce en cours entre Washington et ses alliés et marquent une étape de plus dans

l'escalade de la tension.

La signification immédiate du mémorandum est de clarifier la position des États-Unis qui, jusqu'à présent, s'efforçaient tant bien que mal de présenter leur intervention en Irak comme une « libération » du pays. Désormais la volonté de prédation économique est publiquement assumée, sinon revendiquée. En effet, tout en maintenant que la Coalition a « libéré » le pays et qu'il appartient aux Irakiens eux-mêmes de le gouverner et de le reconstruire, Paul Wolfowitz ordonne au Fonds de développement de l'Irak de ne contracter qu'avec des entreprises des États membres de la Coalition. En d'autres termes, ce marché appartient à la puissance militaire occupante, ce qui définit la présence militaire états-unienne comme coloniale au sens anglo-saxon du terme, c'est-à-dire purement économique.

## Une provocation à l'attention des récalcitrants

Tout au long du bras de fer qui opposa les États-Unis à l'Allemagne, la France et la Fédération de Russie au Conseil de sécurité à propos de l'invasion de l'Irak, le Pentagone et le département d'État avaient conjointement menacé d'exclure les contestataires des marchés de reconstruction. Cependant cette menace n'avait jamais été présentée comme « la » politique de Washington. De nombreux diplomates l'avaient interprétée comme une provocation visant à faire sortir les récalcitrants de leurs gonds pour pouvoir mettre ultérieurement en cause leur désintéressement.

De grands efforts avaient été déployés lors du vote de la **résolution 1483** du Conseil de sécurité (22 mai 2003) pour tourner la page et légaliser la situation d'occupation. La conférence de Madrid sur la reconstruction (22-23 octobre 2003) était censée manifester le consensus retrouvé de la communauté internationale, préoccupée de venir en aide au peuple irakien au point d'oublier ses querelles passées.

C'est toute cette construction diplomatique qui s'effondre aujourd'hui sous l'effet de nouveaux éléments. Des parlementaires états-uniens l'ont bien compris, tel le sénateur démocrate Joseph Biden qui a dénoncé ce geste gratuit qui, selon lui, nuit aux intérêts des États-Unis. Il a stigmatisé une mesure visant à favoriser, non pas les entreprises américaines, mais celles qui sont liées à l'administration Bush. Même des représentants républicains comme Christopher Shays et Frank Wolf se sont inquiétés de l'isolement grandissant des États-Unis au moment où, au contraire, ils devraient chercher à internationaliser l'occupation de l'Irak pour se sortir du bourbier. De son côté, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, en a immédiatement tiré ses propres conclusions : il n'est plus question que les Nations Unies se redéplient en Irak.

## L'indépendance de la défense européenne

Si ces commentaires sur les conséquences du mémorandum sont pertinents, l'analyse de ses motivations s'éloigne de la réalité. En étudiant la liste des États autorisés à participer à la reconstruction, on observe par exemple que la Turquie y figure, tandis que l'Allemagne en est exclue. Or, pendant la guerre, la Turquie a interdit le transit de l'armée US sur son territoire et fermé son espace

aérien désorganisant la stratégie états-unienne et provoquant un surcoût considérable. Au contraire, l'Allemagne avait autorisé l'utilisation des bases états-uniennes installées sur son sol et la traversée de son espace aérien. Objectivement, s'il s'agissait de sanctionner les prises de position de cette période, la liste devrait, à l'inverse, faire figurer l'Allemagne et exclure la Turquie. Mais le mémorandum Wolfowitz sanctionne des développements récents de l'actualité internationale.

## Wolfowitz évoque les « futures initiatives » états-uniennes

Certains alliés des États-Unis ont tiré les leçons de l'évolution du régime à Washington. Les conflits qui ont surgi à propos de l'Irak ne manqueront pas de se répéter et de s'amplifier. Paul Wolfowitz évoque d'ailleurs l'avenir en signalant qu'un alignement des pays opposés à l'attaque de l'Irak est souhaitable à l'occasion de futures campagnes : « *La limitation de la concurrence pour les contrats principaux encouragera l'extension de la coopération internationale en Irak et dans les futures initiatives.* ». Des propos d'une extrême clarté sous la signature du théoricien de la guerre préventive. De même, dans une phrase volontairement ambiguë, Paul Wolfowitz évoque un modèle irakien « *pour les pays à suivre* ».

Le moment est donc venu, pour ceux qui refusent le bellicisme du régime Bush, de s'affranchir de la protection militaire états-unienne et de garantir l'indépendance de leur défense. C'est pourquoi, l'Allemagne et la France poussent actuellement à la création d'un état-major européen, distinct de celui de l'OTAN. Pour Washington, il ne fait pas de doute qu'une fois cet état-major créé, les Européens qui y participent envisageront de se retirer de l'OTAN, qui s'effondrera alors comme le Pacte de Varsovie. Ce scénario tant redouté avait déjà été évoqué par Paul Wolfowitz, en 1992, qui avait alors préconisé d'empêcher l'édification politique de l'Union européenne.

Les diverses réunions qui se sont tenues à l'OTAN du 1er au 5 décembre avec les ministres de la Défense de l'Alliance, puis ceux des Affaires étrangères ont pris acte du contentieux. De nouvelles lignes de clivage sont apparues. La Turquie par exemple a désapprouvé l'initiative franco-belgo-allemande de création d'un état-major européen autonome, tandis que le Canada n'y voyait pas d'objection. En conséquence, ce pays est lui aussi sanctionné et interdit de marchés irakiens.

Dans ce contexte, le mémorandum Wolfowitz est un avertissement : si l'Allemagne, la France et d'autres encore persistent dans leur politique, ils devront affronter une série de mesures de rétorsion économique dont celle-ci n'est que l'avant-goût.

- 
- ▶ [Le texte intégral du memorandum de Paul Wolfowitz \(traduction : Réseau Voltaire\)](#)
  - ▶ [Télécharger le document original incluant la liste des pays autorisés \(en anglais\) PDF, 260 Ko](#)

# Le Jerusalem Post tente d'effrayer les juifs de la diaspora

## Analyse

Dans le *Los Angeles Times*, l'expert républicain Bennett Ramberg interprète les propos du président de la Commission des Affaires étrangères de la Knesset à propos de l'Iran. Tel-Aviv ne laissera pas Téhéran poursuivre un programme nucléaire civil aisément convertible en programme militaire. Il ne tardera pas à bombarder les centrales iraniennes. Rappelons que ce projet est à l'étude depuis des mois, plus à l'initiative de l'administration Bush que du gouvernement Sharon, et que les débats au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) visent à fabriquer un alibi juridique.

Michael Freund, ancien conseiller de Netanyahu, dénonce dans le *Jerusalem Post* le projet d'Ehud Olmert de retrait des territoires occupés, comme il a dénoncé précédemment l'Accord de Genève. Pour Freund, au contraire, Israël doit exercer un contrôle complet des territoires, renverser l'Autorité palestinienne et en juger les dirigeants. Cette expansion nécessiterait un accroissement de la population juive en Israël pour peupler ces territoires.

Daniel Pipes revient dans le *Jerusalem Post* sur le rapport relatif à l'antisémitisme en Europe, commandé puis refusé par la Commission européenne. Il reprend à son compte la version selon laquelle la Commission aurait cherché à étouffer un pénible constat que la presse aurait en définitive révélé. Il ne dit mot des outrances du rapport et de ses défauts méthodologiques, ni du rôle du Congrès juif mondial dans l'organisation de la fuite. L'important pour l'auteur est de pouvoir affirmer, comme Arno Klarsfeld dans le même quotidien hier, que les juifs européens sont en danger. Sur le même registre et dans le même quotidien, Steward Weiss du Jewish Outreach

Center commente les attentats en Turquie. Il récuse les analyses des responsables de la communauté juive locale qu'il accuse de cécité, pour conclure que, partout dans le monde, les juifs sont en danger.

Ces deux tribunes participent d'un ensemble de commentaires concordants visant à accréditer l'idée d'une vague internationale d'antisémitisme mettant en péril les juifs du monde entier et les contraignant, à plus ou moins long termes, à émigrer en Israël. L'examen attentif des éléments justifiant cette thèse montre qu'elle est insuffisamment étayée. Cette campagne semble être initiée par l'Agence juive pour recruter des candidats à la nationalité israélienne sans que l'on puisse déterminer la finalité de cette croissance démographique.

Alors que le Premier ministre nippon vient d'annoncer l'engagement de 1000 Japonais en Irak, un conseiller de son gouvernement, Takakazu Kuriyama, justifie sa position dans l'*Asahi Shimbun*. Le Japon qui est dépendant des hydrocarbures du Moyen-Orient doit participer à la stabilisation de cette région. Quels que soient les risques encourus sur place, et sachant qu'un diplomate japonais est déjà mort là-bas, il ne faut pas céder à l'intimidation, mais au contraire se montrer fort.

L'éternel contestataire Boris Kagarlitsky analyse les élections législatives russes dans le *Moscow Times*. Il ne se prononce pas sur les options politiques des différents candidats, mais sur la stérilisation du système démocratique. Pour lui, l'équipe Poutine est en train de s'assurer le contrôle de tous les postes de pouvoir, économiques et politiques, au détriment de l'équipe précédente, celle d'Eltsine. Le Kremlin ne met pas fin au système des oligarques, mais remplace des hommes par d'autres. Tandis que le parti du président prépare une modification de la constitution pour lui permettre de se maintenir indéfiniment au pouvoir. Ce qui menace la Russie, c'est l'installation d'un pouvoir inamovible derrière une façade démocratique.

Enfin, Maher Arar rapporte les affres d'une personne d'origine arabe dans les États-Unis post-11 septembre. Ce ressortissant canadien d'origine syrienne, témoigne dans le *Los Angeles Times* de son arrestation à New York et de sa déportation en Syrie. Il assure avoir été interrogé en ignorant ce dont on l'accusait et torturé sans savoir ce que l'on attendait de lui. Prisonnier comme dans un roman de Kafka, il a finalement été libéré et demande aujourd'hui justice.

## Bennett Ramberg

---

Bennett Ramberg a été analyste politique au bureau des affaires politico-militaires du département d'État sous la présidence de George Herbert Walker Bush. Il est l'auteur de *Nuclear Power Plants as Weapons for the Enemy*.

### « L'Iran peut cacher ses ambitions nucléaires à certains mais pas à Israël »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Iran May Hide Its Nuclear Ambitions From Some, but Not Israël », Bennett Ramberg, *Los Angeles Times*, 10 décembre 2003.

Au début de l'année 1981, Moshe Arens, président de la commission des Affaires étrangères et des questions de sécurité de la Knesset avait déclaré qu'Israël ne laisserait pas l'Irak acquérir des armes nucléaires. Quelques mois plus tard, Israël bombardait le réacteur d'Osirak. Aujourd'hui, les déclarations du chef du Mossad et du ministre de la Défense israélien laissent penser que c'est l'Iran qui est en tête de liste des cibles d'Israël.

L'échec de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) à régler le problème rend une attaque israélienne contre les installations nucléaires iraniennes probable. Israël sait d'autant mieux comment l'Iran procède pour acquérir des armes nucléaires qu'il a procédé de la même façon pour constituer son arsenal. Israël avait fait construire par les Français son réacteur nucléaire et avait acquis de l'eau lourde en provenance de Norvège en affirmant vouloir les utiliser à des fins pacifiques. L'administration Eisenhower avait demandé des garanties et avait obtenu des promesses des autorités israéliennes. Kennedy avait même demandé des inspections, mais elles n'avaient rien donné. Israël est devenu une puissance nucléaire malgré les menaces états-uniennes de suspendre l'aide qui n'étaient que du bluff.

Aujourd'hui, à moins que Téhéran fasse son *mea culpa* et démantèle son programme, Israël risque de frapper l'Iran.

## Michael Freund

---

Michael Freund a été sous-directeur à la communication et au planning politique dans le cabinet de l'ancien Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

### « Répondre à Ehud Olmert »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Answering Ehud Olmert », par Michael Freund, *Jerusalem Post*, 10 décembre 2003.

La déclaration du ministre du Travail, du Commerce et de l'Industrie **Ehud Olmert** demandant un retrait unilatéral israélien de Gaza, de Judée et de Samarie est un coup porté au moral d'Israël qui n'en avait pas besoin. Olmert affirme que sans cela, il faudra un jour accepter le tracé de **Yossi Beilin**.



Selon Olmert, heureusement condamné par des membres du gouvernement pour ces propos, nous n'aurions le choix qu'entre le retrait et le retrait. En réalité, il existe une autre solution, une solution que nous aurions dû adopter depuis longtemps : reprendre le contrôle militaire des territoires. Il faudra alors arrêter les dirigeants de l'Autorité palestinienne et les juger. Nous déclarerons que ces territoires sont les nôtres et que nous ne les abandonnerons plus jamais. Ceux qui suggèrent qu'un retrait serait une meilleure solution devraient se souvenir de ce que les retraits précédents nous ont apporté. Nous avons déjà fait beaucoup de concessions, mais aujourd'hui on nous dit que les appétits de nos voisins seront enfin apaisés lorsque nous reviendrons aux frontières de 1967. Cela induit pourtant le déplacement de centaines de milliers de juifs, l'abandon d'une part de notre patrie ancestrale et la mise en danger de l'avenir d'Israël.

Ils veulent que les juifs déclarent qu'ils ont perdu alors que la direction d'un pays implique au contraire de redonner confiance à la population plutôt que d'annoncer une capitulation.

## Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

### « Le lieu de la haine européenne »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Locus of Euro hate », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 10 décembre 2003.

L'antisémitisme en Europe fut un phénomène chrétien pendant 2000 ans, mais il est devenu un phénomène musulman. C'est la conclusion d'un rapport sur l'antisémitisme commandé, puis étouffé, par la **Commission européenne**, mais révélé par le *Financial Times*.

Ce rapport démontre, en se concentrant sur la courte période du 15 mai au 15 juin 2002, que les musulmans ont un rôle clé dans la diffusion de l'antisémitisme en Europe occidentale. Dans bien des cas, ces attaques ont des liens avec l'anti-sionisme et sont commises par de jeunes Arabes au nom de la lutte contre Israël. Ce problème est particulièrement aigu en France, en Belgique, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni où les juifs sont souvent attaqués et leurs lieux de cultes brûlés par des membres de la communauté arabo-musulmane.

Ce n'est pas nouveau : cela fait plus de dix ans que l'on observe une hostilité croissante des musulmans contre les juifs. L'Union européenne ne semble pas vouloir affronter ce problème, aussi nous devons nous attendre à un large exode des juifs d'Europe vers Israël, comparable à l'exode des juifs qui vivaient dans les pays musulmans, il y a cinquante ans.



Stewart Weiss est directeur du Jewish Outreach Center de Raanana.

## « Il est temps de revenir à la maison »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Time to come home », par Stewart Weiss, *Jerusalem Post*, 10 décembre 2003.

Je m'étais rendu en Turquie en 1987 avec 150 rabbins pour assister à l'inauguration de la nouvelle synagogue Neveh Shalom, un an après que des Palestiniens y eurent tué 22 personnes. Nous avons été accueilli par l'armée turque, lourdement armée. Elle nous avait affirmé que nous étions les bienvenus dans un pays où les juifs étaient des citoyens comme les autres. Elle nous avait aussi distribué à tous un texte donnant la version turque de la question arménienne et niant la responsabilité d'Ankara dans le massacre d'un million d'Arméniens durant la Première Guerre mondiale.

Aujourd'hui, les attentats ont repris et frappé la même synagogue. J'ai vu que Lina Filiba, la vice-présidente de la communauté juive turque critiquait le traitement de ces attentats par le *Jerusalem Post*. Elle estimait que ce journal avait trop insisté sur les morts juives alors qu'en Turquie ces attentats sont considérés comme une tragédie nationale et que ce sont avant tout des Turcs qui ont été tués. Elle pensait qu'en présentant les attentats comme des attaques contre des juifs, plutôt que comme des attentats contre les Turcs, on nourrissait l'antisémitisme. En affirmant cela, cette responsable essaye de se rassurer elle-même. Les discours vantant la bonne intégration des populations juives dans le pays me rappellent toujours ceux entendus chez les juifs irakiens sous Saddam Hussein, en Iran ou en URSS, même si je sais que les juifs turcs sont bien traités par leurs hôtes.

Il ne faut cependant pas occulter que nous sommes devenus des cibles partout dans le monde parce que nous sommes juifs. C'est pourquoi le seul pays où nous sommes en sécurité, c'est Israël.

## Takakazu Kuriyama



Takakazu Kuriyama est conseiller du ministre des affaires étrangères. Il est ancien vice-ministre des affaires étrangères durant la Guerre du Golfe et ancien ambassadeur aux États-Unis (1992-1995).

## « En dépit des risques, le Japon devrait aider à reconstruire l'Irak »

Source : Asahi Shimbun

Référence : « Despite risks, Japan should help rebuild Iraq », par Takakazu Kuriyama, *Asahi Shimbun*, 10 décembre 2003.

De nombreux pays européens et asiatiques participent à la reconstruction de l'Irak en plus des États-Unis et du Royaume-Uni. Le personnel de l'ambassade du Japon à Bagdad travaille dans un environnement hasardeux, sans sécurité, et j'ai été choqué par la mort de Katsuhiko Oku avec qui j'avais travaillé, mais je crois que le Japon doit rester impliqué en Irak.

Comme je l'avais déjà demandé au moment de la Guerre du Golfe, cette

implication ne doit pas être que monétaire. La reconstruction de ce pays est très importante pour le Japon qui est dépendant des hydrocarbures de cette région. Je pense, personnellement, que la guerre était juste, mais même ceux qui y étaient opposés doivent réaliser aujourd'hui qu'il est dans l'intérêt du Japon de participer à la reconstruction de l'Irak et de ne pas laisser les États-Unis seuls. Il serait irresponsable de ne pas se préoccuper de la sécurité de notre personnel en Irak, mais il ne faut pas abandonner ou succomber aux intimidations des terroristes.

## Boris Kagarlitsky



Boris Kagarlitsky est directeur de l'Institute of Globalization Studies.

### « " Un jour sans fin " à la russe ? »

Source : Moscow Times

Référence : « Groundhog Day à la Russe ? », par Boris Kagarlitsky, *Moscow Times*, 10 décembre 2003.

Les élections de 1999 avaient déjà montré que les élites dirigeantes ne laissent rien au hasard ou à la démocratie. La crise de succession de cette année démontre qu'un changement de président cause des problèmes aux élites dirigeantes. Bien que soutenu par la Famille Eltsine au moment de sa prise de pouvoir, l'équipe de **Vladimir Poutine** est en train de lentement prendre les rênes du pouvoir politique et économique. Les oligarques ont d'abord bénéficié d'un État de grâce en 1999-2000, mais aujourd'hui, ils sont remplacés par d'autres oligarques qui tenteront de rester au pouvoir en 2008.

Pour cela, ils pourront profiter de la révision constitutionnelle - rendue nécessaire par la fusion des régions russes de Komi Permyatsky et Perm - pour supprimer la limitation du nombre de mandats ou augmenter la durée des mandats présidentiels, de sorte que Poutine puisse se maintenir dans la durée. Russie unie, le parti présidentiel, détient suffisamment de sièges à la Douma pour imposer cette réforme. Nous sommes en train de passer d'une « démocratie dirigée » à un régime autoritaire avec une façade démocratique. Au cours de ces élections législatives, l'opposition communiste est morte comme l'espérait le Kremlin.

Quoiqu'il en soit, la véritable opposition au Kremlin ne viendra pas du Parlement, mais des mouvements sociaux. Sans cette opposition-là, nous finirons comme le héros du film « Un jour sans fin » : nous assisterons tous les jours aux mêmes choses avec les mêmes personnes au pouvoir.

## Maher Arar



Maher Arar est un ingénieur en télécommunication canadien d'origine syrienne qui a été livré à la Syrie par les États-Unis et torturé après avoir été accusé d'être un membre d'Al Qaïda. De retour au Canada, il demande une enquête publique sur ce qui lui est arrivé et poursuit le gouvernement états-unien avec l'aide du Center for Constitutional Rights de New York.

### « Voué à l'enfer par la guerre au terrorisme états-unienne »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Delivered Into Hell by U.S. War on Terror », par Maher Arar, *Los Angeles Times*, 10 décembre 2003.

Je viens de passer dix mois et demi dans une oubliette syrienne où j'ai été battu et torturé, où j'ai vécu dans la terreur de ne jamais sortir. Or, je ne sais toujours exactement pourquoi cela m'est arrivé. Je ne suis qu'un ingénieur en télécommunication canadien d'origine syrienne qui n'avait jamais eu affaire à la police. Je suis un bon citoyen.

Mes épreuves ont commencé le 26 septembre 2002 au retour de vacances en Tunisie quand j'ai fait escale à New York. Là, on m'a demandé de répondre à quelques questions et j'ai cru qu'il s'agissait de formalités, mais quand l'interrogatoire a duré et qu'on m'a présenté le bail de mon appartement d'Ottawa de 1997, j'ai compris que je me trompais. Mon interrogatoire a duré des jours sans avocats ou appel téléphonique car je n'étais pas états-unien. Après des jours d'interrogatoires dégradants et insultants, j'ai eu le droit d'appeler ma famille. Immédiatement après, on m'annonçait que j'allais être expulsé en Syrie pour des motifs secrets. Depuis ce jour, des responsables anonymes me présentent comme un membre d'Al Qaïda, bien que je n'aie été inculpé d'aucun crime.

J'ai vainement affirmé à mes gardiens à New York que je n'avais pas de liens avec la Syrie, pays que j'avais quitté quand j'avais 17 ans. Je leur ai expliqué qu'en raison de ma religion sunnite, de la peine de prison de neuf ans subie par un cousin de ma mère accusé d'être membre des Frères musulmans et parce que j'avais quitté le pays sans avoir fait mon service militaire, je serais sans doute torturé là-bas. Cela ne changea rien. Je fus envoyé enchaîné en Jordanie, puis en Syrie et battu pendant le voyage. J'ai été enfermé dans une cellule ressemblant à une tombe, sans lumière, j'ai été torturé, j'ai perdu vingt kilos en dix mois et j'ai entendu l'agonie des autres prisonniers. Tellement terrifié que j'ai uriné sur moi deux fois, j'ai signé toutes les déclarations qu'on m'a présentées. Après quoi, j'ai pu rentrer chez moi.

Aujourd'hui, je veux savoir pourquoi les États-Unis m'ont envoyé dans un des sept pays qu'ils classent eux-mêmes comme un soutien du terrorisme, pourquoi le Canada a fourni des informations me concernant aux États-Unis et je veux laver mon nom.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

## REGARDS DU PROCHE-ORIENT

## Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

## L'explosion d'une voiture piégée devant une mosquée sunnite à Bagdad fait resurgir les tensions avec la communauté chiite irakienne

Référence : « Mosque blast inflames Iraq tensions », par Matthew Gutman, *Jerusalem Post*, 10 décembre 2003.

Une voiture piégée a explosé, mardi 9 décembre 2003 au matin, devant une mosquée sunnite de Bagdad, faisant trois morts. L'attentat a suscité, selon le *Jerusalem Post*, une résurgence des tensions entre sunnites et chiïtes qui pourrait déboucher sur une guerre intestine en Irak.

Selon l'imam de la mosquée d'Ahabab al-Mustafa, le cheikh Faruk al-Batawi, deux grenades montées sur des roquettes ont été tirées depuis un bâtiment proche du lieu de culte, provoquant d'importants dégâts sur l'un des côtés de la mosquée. De source policière, on parle d'une voiture piégée stationnant derrière la mosquée.

Des témoins irakiens anonymes, cités par le *Jerusalem Post*, ont déclaré que les trois victimes étaient à bord du véhicule lorsque la bombe qu'ils transportaient a explosé de façon accidentelle. Ils ont cru bon d'ajouter que l'Imam al-Batawi était membre des wahhabites, la fraction « réactionnaire » de l'islam sunnite. Ce dernier a accusé les leaders des partis chiïtes, Al Dawa et le Conseil Suprême pour une Révolution islamique en Irak, d'être derrière les attentats. Il n'a pas précisé s'il allait demander à ses hommes d'agir en représailles.

Les tribus sunnites viennent, en Irak, de la région natale du dictateur déchu, Saddam Hussein. C'est de cette région, dite « *Triangle sunnite* », que sont parties les premières offensives contre les troupes états-uniennes, en avril dernier, à Fallujah.

La reconstruction politique de l'Irak oppose, après l'opposition armée aux États-Unis, les chiïtes, considérés comme proches de l'Iran, aux sunnites, qui souhaiteraient conserver le régime de faveur dont ils ont pu jouir sous Saddam Hussein.

Après un retour progressif du calme au cours des deux dernières semaines, plusieurs attentats-suicide visant des cibles états-uniennes ont également fait 43 blessés états-uniens, mardi 9 décembre, à Mossoul et Bagdad.

## Gulf News



Gulf News est le principal quotidien consacré à l'ensemble du Golfe arabo-persique, diffusé à plus de 90 000 exemplaires. Rédigé en langue anglaise, il est principalement lu par la très importante communauté étrangère vivant dans la région.

## L'Irak désigne des groupes terroristes étrangers comme les responsables des attentats anti-états-uniens

Référence : « Zebari blames Al Qaida for attacks », par Mohammed Almezal, *Gulf News*, 10 décembre 2003.

Le ministre des Affaires étrangères irakien, Hoshiyar Zibari, a déclaré, mardi 9 décembre 2003, qu'Al Qaïda et d'autres groupes terroristes étrangers sont « *très actifs* » en Irak et sont responsables de toutes les attaques-suicide contre les forces dirigées par les États-Unis.

S'exprimant devant des journalistes au Bahreïn, peu de temps avant son départ pour le Qatar, il a dénombré « *deux groupes derrière l'instabilité en Irak. Le premier est composé de fidèles de l'ancien régime de Saddam Hussein et ils nous sont connus. Le second est un certain nombre de groupes extrémistes tels que Al Qaïda, Ansal Al Islam et la Al Jama'ah Al Islamiyah égyptienne* ». Selon lui, les groupes étrangers sont « *très actifs et ils sont derrière tous les attentats-suicide menés contre les forces états-uniennes et les autres cibles internationales* ».

Il a précisé que les combattants étrangers entrent en Irak depuis les pays voisins à cause du manque de contrôle aux frontières. Des discussions avec la Syrie sont en cours pour améliorer ce contrôle. Il a ajouté que les liens de l'Irak et de la Syrie sont « *très bons* » et que les dirigeants des deux côtés sont « *en contact permanent* ».

Hoshiyar Zebari a également déclaré que le Conseil de gouvernement irakien allait demander l'extradition d'un certain nombre d'anciens responsables irakiens vivant actuellement en exil, s'ils venaient à être mis en accusation par une Cour spéciale. Celle-ci, qui doit encore être créée, devra étudier les plaintes des citoyens irakiens contre des membres de l'ancien régime, dont beaucoup se sont exilés dans des pays membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), comme l'ancien ministre de l'Information, Mohammed Al Sahaf, qui vit désormais dans les Émirats. Ces personnalités ne figurent pas sur la liste des personnes recherchées, a-t-il indiqué.

Le ministre irakien a par ailleurs démenti que l'Irak ait demandé à rejoindre le CCG, demande qu'il a qualifiée de « *prématurée* ». En revanche, il a confirmé que Bagdad avait discuté avec des membres du Conseil pour que l'Irak soit à nouveau admis dans les institutions du CCG qui concernent le sport, l'environnement et la santé.

## IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

## L'Iran et l'Irak poursuivent leur rapprochement diplomatique

Référence : « Kharrazi, Hakim discuss mutual cooperation, Iranian pilgrims », IRNA, 9 décembre 2003. « Council to expel Iran rebel group », *Reuters*, publié par *Gulf News*, 10 décembre 2003.

Le ministre des Affaires étrangères iranien, Kamal Kharazzi, s'est entretenu par téléphone avec le nouveau président du Conseil de gouvernement transitoire irakien, Abdel Aziz al-Hakim, à propos de la coopération des deux pays sur des questions d'intérêts réciproques.

D'après l'IRNA, ils ont également débattu des accords signés dans différents domaines après la visite de Jalal Talabni à Téhéran, fin novembre 2003. Les deux hommes ont dit souhaiter que ces accords soient rapidement mis en œuvre. D'après Abdel Aziz al-Hakim, ils portent sur les banques, les frontières, le logement ainsi que les routes et le transport, les communications et le pétrole. Kamal Kharazzi a par ailleurs exprimé le souhait que les pèlerins iraniens détenus en Irak soient prochainement libérés, et a appelé le Conseil de gouvernement à tout mettre en œuvre pour le faire.

Abdel Aziz al-Hakim a répondu en indiquant que ces personnes devraient être rendues à leur famille prochainement. Il a ensuite rappelé que l'Iran avait été le premier pays à reconnaître le Conseil irakien.

D'après lui, l'Iran a accueilli favorablement l'accord entre le Conseil de gouvernement irakien et les forces d'occupation de la Coalition : « *L'Iran a également exprimé sa disposition à coopérer à la reconstruction irakienne et à la lutte contre le terrorisme* », a-t-il déclaré. De plus, il a indiqué que le récent projet d'accord en matière de sécurité entre Téhéran et Bagdad n'avait pas encore été signé et que « *seuls ses principes ont été passés en revue* ».

Le conseil irakien a d'ailleurs invité le ministre de l'Intérieur iranien à se rendre à Bagdad pour en discuter.

D'après un communiqué du Conseil de gouvernement irakien, repris par Reuters, celui-ci a décidé d'expulser le « *groupe d'opposition iranien* » des Moudjahidin du peuple d'ici à la fin du mois, et de confisquer ses avoirs. Les sommes et les armes séquestrées alimenteront un fonds destiné à dédommager les victimes du régime de Saddam Hussein, qui avait autorisé l'organisation à opérer en Irak. Les États-Unis avaient déjà annoncé le mois dernier que les membres des Moudjahidin du peuple faisaient l'objet d'enquêtes concernant leur implication dans des crimes de guerre et des activités terroristes.



## Gulf News



Gulf News est le principal quotidien consacré à l'ensemble du Golfe arabo-persique, diffusé à plus de 90 000 exemplaires. Rédigé en langue anglaise, il est principalement lu par la très importante communauté étrangère vivant dans la région.

## Le Bahreïn se charge de représenter les intérêts irakiens auprès des États-Unis

Référence : « Zebari blames Al Qaida for attacks », par Mohammed Almezal, *Gulf News*, 10 décembre 2003.

L'Irak et le Bahreïn ont signé un mémorandum en vertu duquel le Bahreïn « s'occupera des intérêts de l'Irak aux États-Unis », d'après l'agence de presse du Bahreïn, BNA.

Selon le ministre des Affaires étrangères bahreïni, le cheikh Mohammed bin Moubarak al Khalifa, l'accord vient de la détermination du royaume à développer des relations entre le Bahreïn et l'Irak et à « fournir au peuple irakien le soutien nécessaire »

Le Bahreïn représentera donc les intérêts de l'Irak auprès États-Unis jusqu'à ce que le pays, toujours occupé par les forces états-uniennes, « retrouve son indépendance totale et soit capable de jouer son rôle domestique et régional », a-t-il précisé.

## IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

## Le Koweït signe un accord d'approvisionnement en eau avec l'Iran

Référence : « Kuwaiti minister due in Tehran Saturday to conclude water deal », IRNA, 9 décembre 2003.

Le ministre koweïtien de l'Énergie, le cheikh Ahmed Fahd al-Sabah, doit arriver à Téhéran samedi 13 décembre 2003 pour y signer un accord portant sur la construction d'un aqueduc entre l'Iran et le Koweït.

L'agence de presse koweïtienne KUNA a cité les propos du cheikh al-Sabah selon lesquels il allait diriger une délégation de haut-rang pour finaliser les discussions sur le transfert quotidien de 210 millions de gallons impériaux d'eau, de l'Iran au Koweït (soit 6 millions de barils ou 954 millions de litres). D'après le ministre koweïtien, ce programme, estimé à 1,5 milliards de dollars, est « l'un des projets stratégiques les plus importants. ».

L'accord prévoit la construction d'un pipeline de 540 kilomètres entre l'Iran et le Koweït. D'après le plan réalisé, il transportera de l'eau depuis le barrage de Karkeh, au sud-ouest de la province du Khuzestan, jusqu'au point le plus éloigné de la rive de la rivière Arvand, à Abadan, la capitale de la province, et se



prolongera encore de 210 kilomètres vers les côtes koweïtiennes, en passant sous la mer. L'Iran devra également fournir 10 mètres cube d'eau par seconde au Koweït pour une période de 30 ans.

Plusieurs sociétés iraniennes, britanniques et koweïtiennes sont impliquées dans le projet.

## Jordan Times

### Le roi Abdullah de Jordanie achève sa visite aux États-Unis

Référence : « King concludes US visit », *Jordan Times*, 10 décembre 2003.

Le roi Abdullah de Jordanie a terminé, mardi 9 décembre 2003, sa visite aux États-Unis.

Au cours de celle-ci, il a présenté au président états-unien, George W. Bush, les idées du Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih, sur les moyens de sortir de l'impasse actuelle dans laquelle se trouvent les territoires occupés et de relancer les négociations sur la base de la Feuille de route.

Le roi Abdullah a rencontré plusieurs autres responsables états-uniens, notamment le secrétaire d'État Colin Powell et la Conseillère pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice. Il a également discuté avec des membres du Council on Foreign Relations, à Washington.

Au cours d'interviews données aux chaînes de télévision états-uniennes, PBS, ABC, et CNN, le roi Abdullah a répété que la construction du mur de séparation en Cisjordanie par Israël menaçait la paix et avait un impact sur la Jordanie.

Le ministre des Affaires étrangères jordanien, Marwan Muasher, a par ailleurs téléphoné à son homologue palestinien, Nabil Shaat, ainsi qu'au ministre des Questions de négociation, Saeb Erekat et au Secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, afin de rendre compte des résultats de la visite du roi aux États-Unis.

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France. Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro par AlloPass :

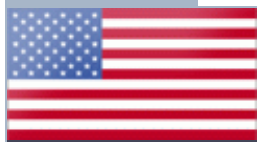
Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php).

## États-Unis



### Instructions et conclusions sur les marchés de reconstruction et d'aide en Irak

Ces instructions et conclusions s'appliquent à 24 services de construction et marchés à commande décrits en annexe, qui doivent être attribués par l'Autorité provisoire de la Coalition (APC) et par le département de la Défense, au nom de l'APC. Il s'applique également au contrat de programme de gestion générale qui doit être attribué pour superviser l'effort global. Enfin, il s'applique au marché à commande de l'équipement de l'armée irakienne. Ces contrats seront rétribués à hauteur de 18,6 milliards de dollars par le Fonds de reconstruction et d'aide irakien, qui a été abondé par la Public Law 108-106 afin de subvenir aux besoins de l'aide et de la reconstruction irakiennes. Ces contrats amélioreront et reconstruiront le secteur électrique, les travaux publics et l'eau, les tribunaux militaires et les frontières, des bâtiments, des logements et des infrastructures de santé, les transports, les communications et les infrastructures pétrolières. Ce rapport est exécuté sous l'autorité des 41 U.S.C. 253 et 10. U.S.C. 2304, tels que prévus par le FAR 6.302-7.

Je tire, par la présente, les conclusions suivantes quant à la limitation de la concurrence pour l'attribution particulière des contrats principaux d'aide et de reconstruction irakiens, recensés dans l'annexe n°1, aux États-Unis, à l'Irak, aux partenaires de la Coalition et aux nations ayant contribué en forces.

#### CONCLUSIONS

1. À la lumière de la guerre mondiale au terrorisme et la fin des opérations militaires majeures, l'objectif de reconstruction des infrastructures d'un Irak libre reste crucial. La mission de reconstruction de l'Irak est de grande envergure et requiert des améliorations majeures et la réhabilitation des infrastructures électriques, des travaux publics / eau (y compris le traitement des eaux usées et le réseau de distribution), la sécurité / justice, les transports / communications (comprenant les ports, les routes et les aéroports), et les constructions / logements / santé (notamment les bâtiments publics et gouvernementaux, les écoles et les installations médicales). L'état des infrastructures irakiennes est un reflet de décennies de négligence par un régime totalitaire. Dans un Irak libre, le processus de reconstruction nécessitera d'impliquer les Irakiens et leurs ministères gouvernementaux dans le développement de projets et de produits qui revigoreront le pays pour qu'il atteigne l'autosuffisance à l'avenir.

2. L'Autorité provisoire de la Coalition (APC) a été établie afin de promouvoir le bien-être des Irakiens au travers de l'administration efficace du territoire, notamment le travail visant à rétablir la sécurité et la stabilité et la création de conditions dans lesquelles les Irakiens peuvent librement déterminer leur propre avenir politique. En attribuant les contrats, la concurrence et la capacité de répondre aux nécessités des Irakiens sera survalorisée.

3. Le succès de la reconstruction de l'Irak est cruciale pour la viabilité de la nouvelle économie irakienne. Une coopération et un soutien internationaux sont nécessaires au progrès de l'Irak. L'échec de l'effort de reconstruction aurait d'importants effets négatifs sur le succès définitif de l'effort de guerre. Le Président a clairement indiqué que les actions de la Coalition pour reconstruire l'Irak sont indispensables pour des raisons de sécurité nationale et de défense nationale.

4. Il est nécessaire pour la protection des intérêts essentiels en matière de sécurité des États-Unis, de limiter la concurrence pour les principaux contrats à des sociétés des États-Unis, d'Irak, des membres de la Coalition et des nations ayant contribué en forces. Ainsi, il est clairement d'intérêt général de limiter les principaux contrats à des sociétés de ces pays.

5. Tous les efforts doivent être faits pour élargir la coopération internationale en Irak. Depuis mai 2003, les forces de la Coalition ne venant pas des États-Unis ont augmenté de 14 000 à 23 700. La limitation de la concurrence pour les contrats principaux encouragera l'extension de la coopération internationale en Irak et dans les futures initiatives.

6. Les partenaires de la Coalition partagent la vision des États-Unis d'un Irak stable et libre. La limitation des sources aux principaux contractants de ces pays doit encourager la coopération continue entre les membres de la Coalition.

7. L'inclusion de sociétés irakiennes dans le processus de reconstruction fait d'elles des investisseurs actifs dans la reconstruction de leur pays. En plus d'aider les Irakiens à générer des revenus pour reconstruire leur pays, cela permet aux Irakiens d'assumer plus de responsabilités dans le développement des infrastructures et de l'économie de leur pays. Ceci mène à un sentiment de propriété et de fierté dans le processus de reconstruction et assure une stabilité à long-terme des transformations économiques et politiques de l'Irak, en réalisant un modèle à suivre pour les autres pays [1] et envoie un message clair aux habitants du Moyen-Orient et d'au-delà, en vertu duquel la liberté et la démocratie sont les meilleures voies à suivre pour l'avenir.

8. Après la limitation des sources aux entreprises des États-Unis, d'Irak, des partenaires de la Coalition et des nations ayant contribué en forces, l'attribution des 26 contrats d'aide et de reconstruction s'effectuera dans le cadre des procédures de concurrence prévues par la FAR 6. 102.

---

[1] Cette portion de phrase est équivoque. Elle peut aussi être traduite : « en réalisant un modèle pour les autres pays à suivre ».